



ARRETE

portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement "Pompes Funèbres J.M Rocher" situé 37, route de Blois – 45 740 LAILLY EN VAL

Le Préfet du Loiret,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2223-23,

Vu le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire,

Vu la demande présentée le 3 août 2015, par l'entreprise "Caritas Obsèques", dont le siège social est situé 16, avenue de Bretagne – 41240 OUZOUEUR-LE-MARCHE en vue de solliciter l'habilitation dans le domaine funéraire pour son établissement secondaire sis 37, route de Blois – 45740 LAILLY EN VAL,

Vu l'extrait du registre du commerce et des sociétés en date du 28 juillet 2015,

Considérant que cette entreprise remplit les conditions, pour obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1er : L'établissement secondaire ayant pour dénomination " Pompes Funèbres J.M Rocher " sis 37, route de Blois – 45740 LAILLY EN VAL, dont le responsable est Monsieur Yves ALPHE est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités suivantes :

- ◆ transport de corps avant et après mise en bière,
- ◆ organisation des obsèques,
- ◆ fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires,
- ◆ utilisation des chambres funéraires
- ◆ fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- ◆ la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est 15-45-015.

Article 3 : La présente habilitation **est accordée pour une durée de 6 (six) ans soit jusqu'au 4 septembre 2021.**

Article 4 : Les régies et les entreprises ou associations habilitées doivent faire mention dans leur publicité et leurs imprimés de leur forme juridique, de l'habilitation dont elles sont titulaires et, le cas échéant, du montant de leur capital.

Article 5 : Tout changement dans les informations contenues dans la demande d'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 7 septembre 2015

**Pour le Préfet, et par délégation,
Le directeur,**

Signé : Sylvie GONZALEZ

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet du Loiret
service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales
181, rue de Bourgogne 45 042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au (x) ministre (s) concerné (s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45 057 ORLEANS CEDEX
1.